nents : un pour chaque branche d'enseignement. Ainsi l'un des comités s'occuperait de l'enseignement des langues, l'autre de l'enseignement de l'histoire, ou de la géographie, etc., etc. Ces divers comités auraient un centre d'action qui serait le comité central formé d'autant de représentants qu'il y aurait de comités. Ainsi ce comité central se trouverait alors composé exclusivement de spécialistes toujours prêts à donner une opinion autorisée sur toute question se rapportant à l'enseignement. Ce comité central enverrait alors au Conseil de l'Instruction son président ou un membre de son choix, comme porte-parole ou *délégué* des instituteurs.

M. Famelart suggère donc, posant en principe que le *délégué* doit représenter l'opinion du corps enseignant, la formation de comités spéciaux, ainsi qu'il vient d'être dit, avec comité central auquel serait laissé le soin de choisir tel membre pour représenter les instituteurs au Conseil de l'Instruction publique.

A M. le Président succède M. l'abbé Verreau qui explique en peu de mots ce qu'est le Conseil de l'Instruction publique, et rend hommage aux hommes éminents qui le composent. Il fait aussi ressortir l'indépendance dans laquelle ce conseil se trouve à l'égard des partis politiques. Cependant, et les circonstances aidant, ses attributions sont devenues multiples. Cela suppose naturellement chez les membres qui le composent des connaissances aussi multiples. C'est pourquoi il pense que dans la confection des programmes d'étude, par exemple, dans le choix des méthodes d'enseignement ou dans celui des livres de classe, etc., etc., en un mot dans tout ce qui concerne l'enseignement primaire et les progrès qu'il s'y opère tous les jours, ailleurs comme ici, le Conseil de l'Instruction pourrait certainement recevoir de l'aide de la part de ceux mêmes qui se livrent à l'enseignement. Mais, se

demande l'orateur, est-ce bien l'instituteur que l'on désire voir représenté au comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, ou bien l'enseignement à ses divers degrés? Sans doute l'instituteur peut y être représenté. Quant à l'enseignement lui-même, c'est une autre question qui mérite d'être étudiée.

D'un autre côté, l'instituteur qui serait choisi, advenant le cas, pour représenter ses confrères au comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, aurait là une tâche ingrate et bien difficile à remplir. A chacune des séances de l'Association, il serait sur la sellette, et cet instituteur, ce député enfin serait, à mon sens, le plus misérable des députés.

M. l'abbé Verreau suggère alors d'étudier s'il ne vaudrait pas mieux demander un *comité adjoint* formé d'instituteurs et d'inspecteurs d'écoles, ayant mission d'étudier tout ce qui peut se rapporter à l'enseignement, et de ses recherches, et de ses travaux en instruire au besoin le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique.

M. U.-E. Archambault concourt pleinement dans l'idée qui vient d'être émise et se déclare hautement en faveur d'un comité tel que le suggère M. l'abbé Verreau.

Faisant allusion au discours de M. Geo. Famelart, il en relève les faits suivants : 1° Que l'idée, pour les instituteurs, d'être représentés par un des leurs dans le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, ne date pas seulement d'hier, mais bien depuis que ce conseil existe. 2° Quant à former divers comités d'instituteurs avec comité central, ainsi que M. Famelart en a exposé l'idée, M. Archambault trouve cela un rouage beaucoup trop compliqué pour qu'il puisse, selon lui, bien fonctionner.

M. Famelart s'estime heureux de se trouver en communauté d'idée avec les orateurs qui viennent de parler.

Ce que je veux, dit-il, ce qu'il nous